



Bulletin d'information hebdomadaire
du Bureau du Procureur – 10-16 novembre – numéro 13

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : VISITE DU PROCUREUR EN AFRIQUE DU SUD ET AU RWANDA

9-10 novembre - Le Procureur a participé au Cap au Symposium intitulé « La CPI que l'Afrique veut », qui était organisé par l'*Institute for Security Studies* (ISS) à l'intention des diplomates, des représentants d'ONG et du monde universitaire. Dans son discours intitulé « Coopérer avec l'Afrique : le point de vue du Procureur de la CPI », il a souligné les faits suivants : les Africains ont joué un rôle de chef de file pour l'adoption du Statut de Rome et l'Afrique se montre exemplaire dans la mise en œuvre de ce dernier ; 50 % des demandes d'assistance du Bureau du Procureur sont adressées à des États africains qui les mettent en œuvre ; 75 % des suspects ont été remis par des pays africains à la CPI ; les États Parties africains font preuve de fermeté dans leur engagement à exécuter les mandats d'arrêt, y compris contre le président Al Bashir sur leurs territoires respectifs ; et les équipes de médiateurs de l'UA au Kenya, au Darfour et en Guinée travaillent avec le Bureau du Procureur et œuvrent à la fois en faveur de la justice et pour mettre un terme à l'impunité.

Le Procureur s'est entretenu avec M. Ibrahim Ismail Ibrahim, le Ministre sud-africain délégué aux relations internationales et à la coopération, et lui a fait part de l'évolution récente des différents dossiers. Il lui a exprimé sa gratitude pour le soutien apporté par l'Afrique du Sud à la Cour. Le Ministre Ibrahim a réitéré l'engagement de son pays à collaborer avec la CPI.

10- 13 novembre - Le Procureur et le procureur adjoint ont participé au Colloque des procureurs internationaux, qui s'est tenu à Kigali (Rwanda). La déclaration de Kigali a été signée par tous les Procureurs présents (CPI, TPIY, TPIR, TSSL, CETC, TSL) et a exhorté les États à « (i) s'assurer que leurs systèmes juridiques et les autres mécanismes juridiques régionaux dont ils seraient signataires soient compétents et susceptibles d'entamer des poursuites efficaces dans le cas de crimes internationaux ou d'extrader les suspects de tels crimes ; (ii) apporter leur totale coopération à tous les tribunaux pénaux internationaux et à exécuter toutes les demandes et ordonnances aux fins d'assistance qu'ils pourraient présenter, y compris l'arrestation de tous les fugitifs qu'ils auront inculpés ; (iii) envisager sérieusement d'adopter une Convention sur l'élimination et la répression des crimes contre l'humanité ; et (iv) pour ceux qui ne l'auraient pas encore fait, devenir partie au Statut de Rome de la CPI et coopérer pleinement avec la Cour dans l'exécution de son mandat ».

12 novembre - Le Procureur Moreno-Ocampo et le procureur adjoint Fatou Bensouda ont été reçus par le Président rwandais Paul Kagame, ainsi que par le Ministre de la justice Tharcisse Karugarama. Ils ont discuté de l'incapacité de la communauté internationale à empêcher le génocide qui a eu lieu au Rwanda et de l'état actuel de la justice internationale.

1. Enquêtes et poursuites :

a. Aperçu général des affaires

Au cours de cette semaine, le Bureau du Procureur a déposé 17 écritures dans les différentes affaires et a mené deux missions d'enquête dans deux pays.

b. Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis les crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC

[Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès dans l'affaire [le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo](#) s'est ouvert le 26 janvier 2009. L'ouverture du procès de MM. [Katanga et Ngudjolo Chui](#) est prévue pour le 24 novembre 2009. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite. En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu.

Affaire : Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo

L'Accusation a terminé la présentation de ses moyens de preuve le 14 juillet. Le 2 octobre, la Chambre de première instance I a [décidé](#) de reporter la présentation des moyens de preuve de la Défense qui aurait dû commencer en octobre 2009 selon le calendrier initial. Elle attend ainsi que la Chambre d'appel se prononce sur les appels interjetés par l'Accusation et par la Défense contre la décision qu'elle avait elle-même rendue le 14 juillet pour informer les parties et les participants que la qualification juridique des faits pouvait être modifiée conformément à la norme 55-2.

Affaire : Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui

9 novembre - L'Accusation a demandé à la Chambre de première instance II de faire droit à 39 demandes de participation de victimes répondant à toutes les conditions statutaires et à la jurisprudence établie par la Cour. Le Bureau du Procureur estime que la participation des victimes à la procédure est un droit garanti par le Statut et non un privilège à accorder au cas par cas.

11-13 novembre - L'Accusation a notifié à la Chambre de première instance II que, les 5, 9 et 12 novembre, elle avait communiqué aux équipes de la Défense de Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui plus de 300 documents au total, contenant des informations nécessaires à la Défense pour se préparer en vertu de la règle 77 du Règlement de procédure et de preuve.

Enquêtes dans les provinces du Kivu

11-12 novembre - Des représentants du Bureau du Procureur ont rencontré des sources rwandaises afin de rassembler des informations sur l'enquête en cours.

17 novembre - Ignace Murwanashyaka, un chef des FDLR, a été arrêté par les autorités policières allemandes, pour son appartenance présumée à une organisation terroriste et pour avoir commis des crimes contre l'humanité dans l'Est de la RDC. Le Bureau du Procureur et l'Allemagne ont coopéré en ce qui concerne l'enquête dans les Kivus ces huit derniers mois.

c. Situation en [Ouganda](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre [des plus hauts dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur](#) (ARS) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur les ordres de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué au cours de combats le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Depuis 2008, l'ARS aurait tué plus de 1 250 personnes, en aurait enlevé plus de 2 000 et en aurait contraint près de 300 000 à se déplacer rien qu'en RDC. On déplore de surcroît de nombreux cas de meurtres et d'enlèvements au Sud-Soudan et en République centrafricaine.

11 novembre - Le général de corps d'armée Babacar Gaye, commandant des forces de la MONUC, [a déclaré](#) qu'on comptait « entre une cinquantaine et une centaine [de soldats de l'ARS] disséminés par petits groupes, principalement dans l'est du parc de la Garamba et près de la frontière centrafricaine », le reste ayant pénétré sur le territoire de la République centrafricaine. « L'ARS a toujours été considérée comme une menace sous-régionale. Nous ne sommes pas surpris qu'elle se déplace vers le pays où elle pense qu'elle aura moins de difficultés à s'établir ... le maillon faible. » Le général Aronda

Nyakairima, commandant des forces de défense ougandaises, [a fait état](#), lors d'une rencontre avec son homologue congolais, le général Didier Etumba, qu'il restait moins de 300 combattants actifs de l'ARS au total, dont la majorité se trouve en RCA.

d. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt et une citation à comparaître ont été délivrés, à l'encontre d'[Ahmad Harun et Ali Kushayb](#), d'[Omar Al Bashir](#) et de [Bahar Idriss Abu Garda](#). Les trois mandats n'ont pas encore été exécutés, tandis que M. Abu Garda [a comparu de son plein gré](#) devant la Cour en exécution de la citation à comparaître qui lui avait été adressée. Il a été autorisé à quitter les Pays-Bas à l'issue de sa comparution initiale qui a eu lieu le 18 mai. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 30 octobre 2009.

Affaire : Le Procureur c. Bahr Idriss Abu Garda

16 novembre - L'Accusation a présenté ses conclusions par écrit. La décision des juges est attendue dans les 60 jours à compter du dépôt des conclusions des parties et des participants.

e. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba](#) pour des crimes commis en 2002 et 2003. L'[audience de confirmation des charges](#) a eu lieu du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin de la même année, la Chambre préliminaire II a rendu sa décision relative à la confirmation des charges. Le 18 septembre, l'affaire a été renvoyée devant la Chambre de première instance III nouvellement constituée. L'ouverture du procès est prévue pour le [27 avril 2010](#). Dans le même temps, le Bureau continue de s'intéresser de près aux allégations de crimes commis depuis la fin de 2005.

Affaire : Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo

La Chambre d'appel doit toujours se prononcer sur l'[appel](#) interjeté par l'Accusation contre la décision de la Chambre préliminaire II ordonnant la mise en liberté provisoire de M. Bemba. L'Accusation a fait état que « *contrairement aux conclusions de la juge unique, il n'est apparu aucun changement dans l'affaire en l'espèce. La plupart des circonstances énoncées existaient déjà et ont été citées précédemment par la même juge comme motifs justifiant le maintien en détention ou ne justifiant pas une demande de mise en liberté. Le seul nouvel élément important, à savoir la décision rendue confirmant les charges qui pèsent contre l'Accusé, confirme les risques que poseraient l'Accusé s'il était relâché et les accroît.* » La Chambre d'appel a décidé d'accorder un effet suspensif à l'appel interjeté par le Procureur. L'exécution de la décision relative à la liberté provisoire est suspendue dans l'attente de la décision finale sur le fond de l'Appel du Procureur. La Chambre préliminaire II a reporté l'audience avec les États à propos de la mise en liberté provisoire jusqu'à ce que la Chambre d'appel prenne une décision relative à l'appel interjeté. L'Accusation a fait valoir que les conditions d'une remise en liberté provisoire ne pouvaient pas être définies dans l'abstrait et que « *la juge unique a commis une erreur en ordonnant la mise en liberté provisoire sans décider dans le même temps des conditions, à savoir dans quel État l'Accusé sera relâché, ni déterminer si l'État est compétent pour appliquer ces conditions.* »

Dans le même temps, les préparatifs du procès se poursuivent.

11 novembre - L'Accusation a informé la Chambre de première instance III que le 10 novembre, elle a communiqué à l'équipe de la Défense de Jean-Pierre Bemba Gombo : a) plus de 200 pièces d'éléments à charge, et b) plus de 300 pièces d'éléments à charge inscrits sur l'inventaire des éléments de preuve.

2. Analyses préliminaires :

a. Statistiques relatives aux [communications au titre de l'article 15](#) et autres examens préliminaires

L'analyse préliminaire constitue la première phase de l'action du Bureau du Procureur menée en vue de déterminer si une enquête devrait être ouverte. Il s'agit d'une phase au cours de laquelle le Bureau détermine si la Cour est compétente, si des crimes relevant de la compétence de la CPI ont pu être ou sont peut-être commis dans une situation donnée, si des enquêtes et des poursuites véritables se rapportant à ces crimes sont menées par les autorités compétentes et si l'ouverture éventuelle d'une enquête par le Procureur n'irait pas à l'encontre des [intérêts de la justice](#). Lors de cette phase, le Bureau évalue activement toutes les informations émanant de sources multiples concernant les crimes présumés, y compris les « communications » fournies par des personnes ou des parties concernées, comme le prévoit l'article 15 du Statut. Le déclenchement d'une analyse préliminaire ne signifie pas qu'elle débouchera automatiquement sur l'ouverture d'une enquête.

b. Afghanistan

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2007, un examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

c. Colombie

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2006, un examen qui porte sur des crimes allégués relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de politiciens, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux qui viennent en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

d. Géorgie

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008.

e. [Palestine](#)

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le Bureau du Procureur analysera tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir tout d'abord si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, ensuite si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et enfin si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés. Une délégation de l'Autorité nationale palestinienne ainsi que des représentants de la Ligue des États arabes se sont rendus à la Cour les 15 et 16 octobre 2009 afin de déposer un rapport présentant des arguments en faveur de la capacité de l'Autorité palestinienne à déléguer sa compétence à la CPI.

11 novembre - Le Ministre néerlandais des affaires étrangères [Maxime Verhagen](#) s'est entretenu avec son homologue israélien, [Avidor Lieberman](#) et a exhorté Israël et au Hamas d'enquêter sur des allégations de crimes de guerre découlant de l'opération « Cast Lead ». Le ministre danois des Affaires étrangères, Per Stig Møller, a quant à lui rencontré son homologue israélien le 10 novembre, et a à cette occasion soulevé la question des procédures nationales et a exhorté Israël et les parties palestiniennes à mener « des enquêtes véritables, crédibles et indépendantes ».

f. Côte d'Ivoire

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, y compris des cas présumés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005. Les 17 et 18 juillet, de hauts représentants du Bureau du Procureur se sont rendus à Abidjan.

g. Kenya

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en février 2008. Le 3 juillet 2009, une [délégation du Gouvernement kényan](#) conduite par M. Kilonzo, Ministre de la justice, et le Procureur ont publié une déclaration commune à La Haye, par laquelle ils déclaraient que, pour prévenir une nouvelle flambée de violences lors des prochaines élections, les principaux responsables des précédentes violences postélectorales devaient rendre des comptes. Le 9 juillet 2009, le Groupe d'éminentes personnalités africaines de l'Union africaine a annoncé qu'il allait [remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés contenant une liste de personnes qui seraient impliquées et des pièces justificatives que son président, Kofi Annan, avait lui-même reçues de la Commission Waki](#). Ainsi, le 16 juillet, le Procureur Moreno-Ocampo a reçu l'enveloppe sous scellés et six cartons de pièces justificatives rassemblées par la Commission. Le Procureur a ouvert l'enveloppe, en a examiné le contenu, puis a remis les scellés. Le 30 septembre, le Procureur [a rappelé](#) sa détermination à se pencher sur la question des violences postélectorales et à empêcher qu'une telle situation ne se reproduise en proposant une stratégie orientée sur trois axes : poursuites des principaux responsables devant la CPI, mise en œuvre de procédures nationales visant à ce que les autres auteurs de ces violences répondent de leurs actes et mise en place d'autres réformes et mécanismes, comme la création d'une commission vérité, justice et réconciliation, pour faire toute la lumière sur les événements en cause et proposer des solutions pour éviter que de tels crimes ne se reproduisent. Le 5 novembre, le Procureur a rencontré le Président Kibaki et le Premier Ministre Odinga à Nairobi. Il les [a informés](#) que les crimes en question constituaient, selon lui, des crimes contre l'humanité et que, faute de procédures engagées à l'échelle nationale, il était de son devoir d'agir. Il a annoncé qu'il demanderait aux juges de l'autoriser à ouvrir une enquête.

9 novembre - Dans un [entretien](#) publié dans le journal *The Guardian*, le Premier Ministre kényan Raila Odinga a rappelé qu'il était urgent que justice soit faite pour empêcher que des violences à motivation politique ne se reproduisent. « Nous ne défendrons ni ne protégerons aucune personne convaincue d'avoir commis des crimes contre l'humanité. » Soutenant la stratégie du Procureur visant à faire juger à La Haye ceux qui portent la plus grande responsabilité des crimes en question, il a déclaré que les criminels de moindre envergure pourraient toutefois avoir à répondre de leurs actes devant les juridictions nationales.

11 novembre - Faute de quorum, le Parlement kényan a suspendu ses débats relatifs au *projet de loi sur l'amendement de la Constitution* visant à incorporer dans la législation nationale le statut d'un tribunal spécial pour le Kenya. Les débats ont été reportés jusqu'à la prochaine séance qui doit se tenir le 18 novembre. C'est un parlementaire, M. Gitobu Imanyara, qui est à l'initiative de ce projet de loi suite au rejet, le 12 février 2009, par le Parlement de la proposition du Gouvernement relative à la création d'un tribunal spécial.

h. Guinée

Le 14 octobre 2009, le Procureur a confirmé que la situation en Guinée faisait l'objet d'un examen préliminaire. La Guinée est un État partie au Statut de Rome depuis le 14 juillet 2003. En conséquence, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou du crime de génocide pouvant être commis sur le territoire de la Guinée ou par ses ressortissants, y compris les meurtres de civils et les violences sexuelles. Conformément à l'article 15 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a pris connaissance d'allégations graves concernant les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry.

10 novembre - Après s'être rendu le 20 octobre 2009 dans les locaux du Bureau du Procureur, le Ministre guinéen des affaires étrangères, Alexandre Cécé Loua, a informé le Bureau de la récente mise en place d'une commission d'enquête nationale chargée de faire la lumière sur les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry où, selon les informations rapportées au Procureur, des meurtres et des violences sexuelles auraient été commis lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

3. Coopération – Mobilisation des efforts déployés en vue des arrestations :

6 novembre - Le Procureur adjoint Fatou Bensouda a rencontré le Président de la Gambie, SE M. Yahya Jammeh. Le Procureur adjoint a informé le Président sur les travaux du Bureau du Procureur et a exprimé sa gratitude pour la coopération de la Gambie. Le Président Jammeh a exprimé sa position de ne pas approuver l'impunité pour les crimes, où qu'ils surviennent.

10-16 novembre - Des représentants de haut niveau du Bureau du Procureur se sont rendus au Caire, en Égypte et à Doha, au Qatar, pour discuter des questions de la coopération générale avec la Ligue des États arabes et avec les participants aux pourparlers de paix de Doha sur le Darfour.

10 novembre - En marge de la Troisième Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption qui s'est tenue à Doha (Qatar), des experts ont demandé à ce que ceux qui ont détourné des fonds destinés à lutter contre la faim et la pauvreté soient poursuivis pour leurs crimes devant la CPI. Jack Blum, Président américain du réseau *Tax Justice Network*, a souligné : « *Ce problème ne devrait pas simplement relever du droit pénal [...]. Il faut mettre en place un système judiciaire mondial* ».

11 novembre - Lors du [débat](#) du Conseil de sécurité de l'ONU sur la protection des civils en période de conflit armé, le Secrétaire général Ban Ki-moon a déclaré : « [...] nous devons nous attacher à ce que les personnes responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de génocides et d'autres graves violations du droit international en matière de droits de l'homme rendent compte de leurs actes. Il importe de faire preuve de cohérence et de persévérance à cet égard. Par des poursuites pénales et en faisant preuve de fermeté dans notre action, nous devons faire en sorte que ceux qui violent la loi rendent des comptes, une loi, dois-je dire, qu'il nous a fallu tant d'efforts pour mettre en place. » Des États comme la Croatie, le Costa Rica, le Japon, la France, le Mexique, l'Italie et la Suède (au nom de l'Union européenne) ont relevé l'importance de l'action de la CPI là où les juridictions nationales étaient inopérantes et appelé tous les États à coopérer pleinement avec la Cour. S'exprimant au nom de Mme Pillay, Haut Commissaire aux droits de l'homme, la Haut Commissaire adjointe, Mme Kyung-Wha Kang, a déclaré que « la loi, si elle n'[était] pas mise en application, n'a[vait] que peu d'importance pour ceux qui ont l'intention de commettre des violations » et a [vivement recommandé](#) au Conseil de constamment veiller à ce que les auteurs de crimes de guerre répondent de leurs actes. Dans sa résolution [1894](#), adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité a rappelé que « le crime de guerre, le crime contre l'humanité et le génocide [étaient]nt visés par les statuts des tribunaux pénaux internationaux spéciaux et par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et soulign[é] à cet égard le principe de complémentarité ». La résolution déclare également « que les États [étaient]nt tenus de se conformer aux obligations qui leur incomb[ai]ent en matière de lutte contre l'impunité et de prendre des mesures concrètes pour asseoir le principe de la responsabilité en menant des enquêtes approfondies et en poursuivant les auteurs de crimes de guerre, de génocides, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves du droit international humanitaire afin de prévenir les violations, d'éviter qu'elles ne se reproduisent et de promouvoir une paix durable, la justice, la vérité et la réconciliation ».

4. À venir :

- 18-26 novembre - [Huitième Session de l'Assemblée des États parties](#), La Haye
- 21 novembre - Cérémonie de présentation au Président Sang-Hyun Song d'un cadeau offert par le Président Paul Biya du Cameroun au cours de la visite de la Vice-présidente Fatoumata Diarra à Yaoundé. Le Procureur Moreno-Ocampo assistera à cette cérémonie en présence de l'ambassadeur du Cameroun à la Haye, Mme Odette Melono. NB: Le Cameroun est un signataire du Statut de Rome mais ne l'a pas encore ratifié
- 21 novembre - Le procureur adjoint doit recevoir le « Prix des juristes internationaux 2009 » décerné par la Commission internationale de juristes en récompense de sa contribution dans le domaine du droit pénal, New Delhi
- 24 novembre - Chambre de première instance II : ouverture du procès dans l'affaire [Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo](#)
- 2-4 décembre - Le Bureau du Procureur participera à la Conférence internationale sur les cours et commissions régionales, Strasbourg
- 4 décembre - Rapport du Procureur au Conseil de sécurité à propos de la situation au Darfour en application de la résolution 1593 (2005)
- 8 décembre - Présentation du Procureur au *World Affairs Council* de Californie du Nord, San Francisco

* *Le présent document expose le point de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int*